

A PROPOS DE LA SEMAINE DE LA MONNAIE QUI VA PAYER LA GUERRE?

par Lucien PAUL

C'est l'époque des « Semaines ». Nous avons eu la Semaine de la Monnaie. Des notabilités du monde capitaliste, venant de tous les horizons politiques, se sont assis en rond autour du gouffre financier.

Il y avait là MM. Raphaël-Georges Lévy, sénateur, membre de l'Institut et des conseils d'administration suivants :

Crédit Mobilier Français.
Compagnie Nouvelle des Matières Colorantes, etc...
Compagnie Générale des Tabacs.
Société des Sels Gemmes et Houilles de la Russie Méridionale, etc..., etc..., etc...

François-Marsal, sénateur, ancien ministre, administrateur de l'Union Parisienne, la Banque d'Alsace et de Lorraine, la Banque Générale du Nord, la Compagnie des Mines, Forges et Forges d'Alais, etc..., etc..., flanqués de M. Georges Valois, d'Action Française, administrateur de la Journée Industrielle, de M. Mathon, industriel du Nord, qui laisse percer dans tous ses discours le plus net instinct de classe, et toutes les délégations du Bloc capitaliste.

Les vedettes se sont congratulées. Chaque collègue appela son voisin grand Homme. Il est sorti de tout cela un gros volume (1)...

Nous croyons, pour notre part, qu'un enseignement révolutionnaire est à tirer du problème de la Monnaie. C'est ce que nous essayerons de faire dans cette étude.

La première partie est une exposition, où sont esquissées les influences de la guerre sur la Monnaie, le Capitalisme et l'Etat capitaliste. La deuxième partie est consacrée au fonds du problème au point de vue de la classe ouvrière et de la lutte des classes.

I

Il en est des lois économiques comme des lois morales ; le temps finit par cacher à nos yeux leurs causes véritables. Les mots voilent les faits. C'est l'aventure de la Monnaie.

Qu'est-ce que la Monnaie ? Voyons ce qu'en dit Marx.

« Nous ne connaissons qu'une fonction de la monnaie ; celle de servir comme forme de manifestation de la valeur des marchandises ou comme matière dans laquelle les quantités de valeur des marchandises s'expriment socialement » (1).

« Or il n'y a qu'une seule matière qui puisse être une forme propre à manifester la valeur... c'est celle dont tous les exemplaires possèdent la même qualité uniforme » (2).

« La marchandise monnaie doit être susceptible de différences purement quantitatives ; elle doit être divisible à volonté et pouvoir être recomposée avec la somme de toutes ses parties. Chacun sait que l'or et l'argent possèdent naturellement toutes ces propriétés » (3).

Dans leur dictionnaire d'Economie politique, L. Say et Chailley ont fort bien résumé ces qualités.

L'or et l'argent sont depuis longtemps les métaux monétaires par excellence : la beauté de leur aspect les fait rechercher généralement ; leur couleur, leur dureté caractéristique les rend facilement reconnaissables ; ils sont malléables et reçoivent facilement les empreintes ; fusibles et homogènes, ils se divisent facilement en parties semblables les unes aux autres qui peuvent être réunies ou séparées de nouveau sans rien perdre de leur valeur ; à raison de leur rareté, ils possèdent une grande puissance acquisitive sous un faible volume et sont par là des instruments commodes d'accumulation et de transport de richesses.

Les vertus propres des métaux précieux font qu'ils fournissent « à l'ensemble des marchandises la matière dans laquelle elles expriment leur grandeur comme valeur de la même dénomination, de qualité égale et comparable dans le rapport de la quantité » (4).

(1) La Politique Financière et Monétaire de la France.
(2) Marx, Le Capital, page 36.
(3-4) Le Capital.

C'est parce que l'or fontionne comme mesure universelle des valeurs qu'il est monnaie. Il « joue un rôle de monnaie vis-à-vis des autres marchandises, parce qu'il jouait déjà auparavant vis-à-vis d'elles le rôle de marchandises » (Marx, Le Capital).

En sa qualité de monnaie, il satisfait chaque besoin, puisque la monnaie est immédiatement convertible en l'objet de chaque besoin.

L'or est la mesure universelle et « toutes les marchandises n'expriment plus dans leur prix que des quantités d'or figurées de grandeurs différentes » (5). Par le prix, les marchandises ne sont plus que de l'or imaginé, ou de la monnaie imaginée, des représentants de l'or. « Elles s'égalent, se comparent, se mesurent entre elles, et ainsi se développe d'une manière technique la nécessité de la rapporter à un quantum d'or considéré comme unité de mesure » (6). Cette unité de mesure devient étalon par cela qu'elle se divise de nouveau en parties aliquotes. » (7)

« La détermination de l'unité de mesure, de ses parties aliquotes et des noms de celles-ci étant d'une part conventionnelle et devant, d'autre part, posséder dans la circulation le caractère d'universalité et de nécessité, il fallait que cette détermination devint légale » (8).

C'est ainsi que l'établissement de l'unité de mesure et le monnayage devinrent l'affaire de l'Etat.

De ce privilège sont nés l'arbitraire et l'erreur en matière de monnaie.

Les empereurs romains, les juristes du moyen âge, les rois, pensèrent, en leur toute-puissance, que l'or n'était qu'un simple signe, n'ayant qu'une valeur imaginaire alors « que l'argent et l'or, monnayés ou non, quoiqu'ils servent de mesure à toutes choses, sont des marchandises tout aussi bien que le vin, l'huile, le drap et les étoffes (9).

« Le métal n'est monnaie que par l'autorité publique », pensait Bardon.

Le Billet de banque — qui n'est dans son essence qu'un effet de commerce payable à vue et au porteur, auquel la loi donne un cours légal ; qui « n'est pas autre chose que la représentation de l'or qui reste dans les caisses d'une banque » (10), a beaucoup contribué à répandre dans le public l'idée que la monnaie « est une fiction conventionnelle, sanctionnée par le soi-disant consentement universel des hommes » (11).

« Que signifiaient en 1914 les mots franc, livre sterling, dollar, mark, florin, couronne autrichienne, couronne scandinave, lire italienne, piastre argentine, yen japonais, sinon une certaine quantité de grammes ou de centigrammes d'or ? Ces pièces avaient beau être de modèles différents, chacune avait beau porter un nom spécial, toutes répondaient à la même définition : un lingot d'or (12). »

L'Etat, dans la situation financière que créa la guerre, fit mentir la définition.

II

Quelles sont les conséquences immédiates d'une guerre ?

1° Dans la production, la guerre bouleverse les conditions fondamentales de la production capitaliste.

a) La mobilisation enlève à l'atelier, à la mine, aux

(5) Critique de l'Economie Politique, page 85.
(6) Critique de l'Economie Politique, page 89.
(7) Critique de l'Economie Politique, page 89.
(8) Critique de l'Economie Politique, page 92.
(9) Cité par Marx dans le Capital, page 37.
(10) R. G. Lévy. Discours à la Semaine de la Monnaie.
(11). Le Capital, page 37.
(12) R. G. Lévy, page 37.

champs, des centaines de milliers d'hommes : spécialistes, manœuvres, techniciens, chefs d'industrie.

Le Capitalisme est décapité dans son personnel de maîtrise, en même temps que lui échappent un grand nombre de salariés, instruments essentiels de la production.

b) La circulation internationale des marchandises est brisée ; les matières premières, les produits manufacturés, les denrées alimentaires, qui étaient échangés de pays à pays, selon un certain rythme commercial, voient leurs courses s'arrêter au front de guerre des Etats.

c) Ce bouleversement dans les échanges internationaux, et par suite dans le ravitaillement des industries et des populations, oblige les peuples à créer, dans le désarroi de la guerre, les industries essentielles à leur production. C'est le règne de l'omni-production, d'une production basée non pas sur la division internationale du travail, mais imposée par la nécessité.

d) Les exigences de la guerre changent totalement le sens des transports. Tout converge vers le front : troupes, ravitaillement, matériel. Des difficultés de transport naissent de cette orientation nouvelle ; elle s'ajoutent et renforcent les difficultés de la production et du ravitaillement.

e) La guerre crée de nouveaux besoins. Les prévisions de l'état-major étaient stupides. Armement, équipement, tout est à créer. L'industrie doit répondre à tous ces besoins qui sont formidables, et qui vont sans cesse croissants. La guerre moderne est une vaste entreprise industrielle.

Ces besoins de la guerre ne suppriment pas les besoins essentiels de la population. Les hommes se battent... mais ils mangent. A la consommation de guerre s'ajoute la consommation de paix de toutes les classes. La production doit faire face à tous ces besoins.

C'est la guerre ! Et l'Etat demande à l'industrie, à l'agriculture de France, à l'industrie, à l'agriculture de l'étranger, des tonnes, des milliers, des millions de tonnes de marchandises, d'objets divers, qui vont fondre, qui vont se noyer dans la boue ; qui n'ont plus qu'une utilité de combat, qu'une utilité destructrice, qu'une utilité d'anéantissement ; qui ne vont pas créer d'autres villes, d'autres usines, ensemençant d'autres champs, mais qui vont répandre la mort, dans les champs, dans les usines, dans les villes, dans les rangs des combattants qui vont réduire immédiatement, inexorablement, à zéro la somme de travail, la somme infinie de travail social accumulée, concentrée dans ces objets...

Il semblerait que cette vocation à l'anéantissement dût enlever toute valeur aux marchandises !

Erreur ! Chaque chose que la guerre détruit est l'expression d'un travail social, qui réalise sa valeur dans un prix, dans un prix qui est signe d'or. Chaque chose est la cristallisation d'un travail général, qui acquiert une grande valeur, dans un temps où tous les rouages de la production sont détraqués, où la main-d'œuvre qualifiée est rare, où la circulation des marchandises est limitée, où les transports sont catastrophiques !

Quelle situation crée ce bouleversement ?

a) La marchandise, l'objet utile et le travail social qui transforme, assimile, pétrit la matière, prennent tout à coup leur vraie place dans la vie des hommes. Ils ont la valeur d'un symbole. Le travail qui crée la richesse apparaît comme la nécessité qui sauve. L'Humanité découvre un Dieu dans son ventre exigeant.

Ce privilège soudain de la marchandise et du travail qui la crée, leur importance dans la vie de la société, se traduisent par un essor, une hausse formidable des prix. Qu'est-ce que le prix ? C'est la forme idéalisée de la va-

leur réelle de l'objet ; c'est le quantum d'or dans lequel elle est idéalement métamorphosée, dans l'échange. Le prix d'une marchandise s'exprime par des noms monétaires : francs, centimes...

Cette hausse des prix se manifeste ainsi : où il fallait cinq francs, il en faut maintenant dix, quinze, vingt.

C'est-à-dire que la hausse des prix se traduit dans les échanges par une augmentation du cours de la monnaie. de la quantité d'or monnayé, de numéraire nécessaire à la circulation des marchandises.

Il faut une plus grande quantité de monnaie, voilà le fait, le fait fondamental. Il en faut d'autant plus que l'Etat doit déboursier, chaque mois, de grandes sommes pour les allocations, les soldes, les indemnités, les prêts, d'autant plus que le « crédit » s'est restreint avec la guerre, avec le moratorium des effets de commerce...

L'or et l'argent remplissent le rôle de monnaie.

En leur qualité de métaux précieux, de marchandises ayant une utilité particulière, ils subissent une hausse comme toutes les marchandises. Ils représentent une certaine quantité de travail social... Le travail social gagne des points pendant la guerre.

Le bijou d'or ou d'argent baisse-t-il pendant la guerre ? L'or en lingot s'achète aujourd'hui aux environs de 9.000 francs le kilogramme.

Mais l'or en tant que monnaie, en tant qu'étalon des prix ne varie pas. La pièce d'or porte un signe qui dit son prix, qui dit un prix fixe, stéréotypé. Une certaine quantité de grammes d'or contenus dans un « louis », dans la monnaie de compte représentent toujours la même quantité de « francs ».

Or voici que la marchandise, exprimant sa valeur dans les unités monétaires, hausse brusquement de prix. Tout d'un coup elle exige une plus grande quantité de monnaie. L'or, en tant que marchandise, ne court pas le monde ; les états ne peuvent pas en frapper à volonté. Et pourtant les besoins de la circulation sont urgents.

L'Etat crée alors une monnaie artificielle, arbitraire, une monnaie qui n'est autre chose que de la fausse monnaie, ayant cours forcé, n'ayant comme valeur que celle qui lui confère l'autorité publique.

Le billet de banque jouera ce rôle. Avant la guerre il avait cours légal. Il était payable au porteur et à vue. Il était immédiatement convertible en or. Il était signe d'or. On le considérait comme l'image même, la représentation du « numéraire », de l'or monnayé. C'est parce qu'il était « l'ombre » d'une richesse réelle, l'or, qu'il servait d'équivalent dans la vente et l'achat des marchandises.

L'Etat décréta le cours forcé du billet de banque. Il draina dans les coffres de la banque nationale — la Banque de France — l'or qui circulait. Et il jeta, dans la circulation, autant que les besoins s'en faisaient sentir, ce papier-monnaie, qui n'est pas la représentation d'une monnaie réelle, de l'or monnayé.

C'est ce qu'on appelle l'inflation. Cette inflation fut d'autant plus accentuée que l'Etat avait besoin lui-même de déboursier des sommes énormes. Et pour l'Etat, l'inflation était « le moyen le plus simple, le plus occulte, celui qui soulève au début le moins de résistance pour se procurer les ressources qu'il n'a pas ».

Alors que les réserves n'atteignaient pas même 6 milliards, il fut émis jusqu'à 39 milliards de billets de banque !

L'inflation, qui est elle-même une conséquence de la guerre, eut des répercussions économiques et sociales importantes. Elle exprime les troubles profonds que la guerre a causés dans l'économie capitaliste. Elle ne crée pas la crise : elle la symbolise !